

Nouvelles locales du mercredi 09 décembre 2015

@rib News, 09/12/2015 | Société - La conférence des évêques catholiques du Burundi dénonce la violence qui continue de faire parler d'elle au Burundi. Dans une déclaration à l'ouverture de l' v nement au sanctuaire de Mugeru, Mgr Gervais Banshimiyubusa a indiqué qu'il est inadmissible que les meurtres continuent au Burundi. Des crimes qui, selon lui, risquent de plonger le pays dans une crise politico-ethnique. Il d ploire en même temps une pauvreté grandissante qui frappe une majorité de la population burundaise. La crise actuelle accentue cette pauvreté.

Mgr Banshimiyubusa appelle tous les acteurs à rejoindre la table des négociations "afin de mettre fin à toutes ces hostilités". Des négociations qui doivent être "inclusives et sincères". Les cérémonies de l'ouverture de l'année de la miséricorde de Dieu se sont déroulées en présence du Nonce Apostolique au Burundi et de nombreux chrétiens venus des quatre coins du pays.

  Sécurité - Rassemblés par des policiers furieux à la quinzizime avenue de la zone Cibitoke en commune Ntahangwa de la mairie de Bujumbura, cinq jeunes ont été tués ce mercredi 09 décembre 2015 vers dix heures. Des témoins ont raconté que ces jeunes n'étaient pas armés quand la police leur a tiré dessus à bout portant. Des témoignages disent qu'étant tirant, les policiers juraient d' coudre avec les jeunes qui, pour eux, constituent une menace à la sécurité. Le porte-parole adjoint de la police Moïse Nkurunziza indique que les cinq jeunes gens tués   Cibitoke l'ont été alors que la police poursuivait des gens qui ont lancé une grenade en direction des policiers. - Une personne a été tuée à l'aube de ce mercredi 9 décembre 2015 près des bureaux de la Mairie dans la capitale Bujumbura. La personne tuée est connue sous le nom de Massoudi, habitant de la zone Buterere commune Ntahangwa. Selon des témoins, la victime a été tuée par des policiers. Très tôt le matin, sa famille était sur place pour constater sa mort. La police indique que la victime serait un voleur. - Par ailleurs, la nuit d'hier mardi 2015, des personnes non encore identifiées ont mené une attaque contre des bureaux de la mairie de Bujumbura communément appelés "Bon accueil". Les bureaux de l'Etat civil et celui du chef du personnel ont été incendiés sans faire de d chats humains. Les dégâts matériels sont mineurs. Les activités continuent normalement. Au moment de l'attaque, beaucoup de tirs et explosions ont retenti dans les environs de ces bureaux. - Deux explosions de grenades suivies de tirs viennent de se produire dans la zone Ngagara. Pour le moment, il n'y a pas de circulation dans les rues de ces quartiers. Les policiers et militaires qui patrouillent tirent à vue. S'il y a des bavures qui ont été commises, les enquêtes vont le déterminer, a conclu M. Nkurunziza qui confirme qu'un policier a été tué lors de ces jets de grenades. La police indique avoir saisi des munitions dans un atelier de soudure sur les bords du lac Tanganyika au niveau des locaux d'un bar-restaurant appelé "Saga Plage".

  Diplomatie - Des négociations entre le Burundi et l'Union Européenne ont accouché d'une souris. L'équipe de la délégation burundaise est rentrée sans aucun accord après une série de consultations tenues le 8 décembre 2015 à Bruxelles avec la commission des affaires étrangères et relations internationales de l'Union Européenne. Dans un communiqué de presse sorti après la séance, l'Union Européenne considère que les éléments essentiels repris à l'article 9 de l'Accord de Cotonou n'ont pas été respectés par la République du Burundi. Le député européen Louis Michel, a déclaré que la situation sécuritaire au Burundi est gravissime et qu'à ne peut pas se taire face à cette violation grave des droits de l'homme où des policiers et militaires vont massacrer des gens innocents. Du coté de Bujumbura, la délégation Burundaise estime que la situation n' st pas du tout alarmante comme on le pense. Dans un communiqué rendu public, le gouvernement du Burundi dit être satisfait des échanges entre la délégation et l'Union Européenne. Anicet Niyongabo, chef de la délégation burundaise appelle l'Union Européenne à envoyer ses députés pour s'enquérir de la situation sur terrain qui est maîtrisée par les forces de défense et de sécurité. - La nuit de mardi à mercredi, des échanges de tirs et des explosions de grenades ont duré plusieurs heures dans ce quartier de Cibitoke. Mercredi matin, ils se sont poursuivis. Des habitants donnent le bilan d'un policier tué, un autre a été amputé de sa jambe. Beaucoup d'autres ont été blessés, selon toujours des témoins. Des policiers bien armés et très en colère, déployés en grand nombre contrôlaient tous les artères. Des tirs ont également été entendus la nuit dernière à Mutakura et Ngagara. Le bilan n' st pas connu et Cibitoke est connu comme étant l'un des quartiers contestataires du troisième mandat de Pierre Nkurunziza. - La coalition de l'opposition ADC-Ikibiri trouve que le non-respect de l'accord de Cotonou risque d' foncer le Burundi dans une guerre. Cette coalition appelle le gouvernement burundais   n gociier avec tous les acteurs concernés y compris même ceux qui sont en exil dans le but de se conformer aux accords de Cotonou. L' once Ngendakumana président de l'ADC Ikibiri estime que le Burundi risque de sombrer dans une guerre civile si les autorités actuelles ne respectaient pas ces accords.  